

Bonjour à toutes et à tous,

Je ne peux malheureusement pas être parmi vous aujourd'hui mais je tiens, en tant que Présidente du groupe Ecologistes et Solidaires au Conseil Régional de BFC, à vous témoigner mon soutien pour cette lutte que je partage.

Alors que tous les signaux sont au rouge, que notre planète brûle et que le vivant s'effondre, les écologistes sont encore contraints de se mobiliser pour stopper le rouleau compresseur de la destruction du vivant. Pourtant, notre énergie militante devrait se focaliser sur les solutions qui contribuent à transformer nos modes de production, de consommation et d'échanges.

Car l'enjeu est bien préserver une planète habitable, respirable et nourricière, pas pour demain mais pour aujourd'hui car il nous faut lutter sans faille contre le changement climatique et adapter nos territoires à des conséquences violentes dont on ne maîtrise pas d'ailleurs la trajectoire et l'intensité des effets à l'avenir.

Les luttes pour préserver les terres agricoles sont nombreuses. Elles témoignent d'un entêtement des responsables politiques incapables d'imaginer et de construire avec la population un nouveau modèle de développement qui concilie écologie et économie.

Pourtant, la Loi Climat et Résilience impose une trajectoire de 0 artificialisation nette en 2050 avec un objectif de réduction de 50% dès 2030. Les Régions, dans le cadre de la révision du Schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) , sont en charge d'organiser cette politique d'économie de l'espace.

Certes, cette réforme s'appliquera à partir de 2030. Mais 2030, c'est demain et pour sauver le vivant , il faut bien sûr agir dès maintenant. Cette fuite en avant vers un modèle destructeur alors que l'esprit de la loi admet ses limites, n'est plus tenable.

C'est pourquoi, toutes les solutions alternatives pour implanter le centre de tri et l'unité de méthanisation doivent être étudiées. Face à la complexité que nous impose le défi climatique et biodiversité, il faut se retrousser les manches, faire preuve de créativité pour dépasser des contradictions.

En effet, nous n'avons pas à opposer, ou à choisir « environnement contre environnement ». Nous avons besoin à la fois d'une politique vertueuse des déchets favorable au développement de l'économie circulaire et de préserver les terres nourricières.

C'est bien entendu par la démocratie environnementale, en impliquant un large panel d'acteurs, que nous construirons ensemble des territoires plus sobres, plus résilients plus vivables.

A ce stade, je vous invite à demander la saisine de la Commission Nationale du Débat Public pour que les porteurs de projets fassent preuve de transparence et que les impacts financiers comme environnementaux soient mis en lumière.

Pour terminer, nous suivrons de près ce dossier et resterons mobilisés auprès de vous pour stopper toute tentative de destruction des terres au profit d'un projet alternatif.

Amitiés écologistes.

Claire Mallard